

OPINION DISSIDENTE DE M. ANZILOTTI

A mon avis, la Cour aurait dû déclarer irrecevable la demande en interprétation du Gouvernement allemand ; et cela pour les raisons suivantes :

1. — La question qui se pose en première ligne est celle de savoir qu'est-ce qu'il faut entendre par « contestation sur le sens et la portée de l'arrêt » aux termes de l'article 60 du Statut.

Je dois commencer par dire que je comprends la procédure en interprétation comme une procédure contentieuse, dont l'objet est constitué par les contestations visées audit article et dans laquelle la Cour est appelée à statuer sur des conclusions des Parties, comme dans n'importe quelle autre procédure contentieuse. Selon moi, l'article 60 du Statut contient une clause établissant la juridiction obligatoire de la Cour pour une certaine catégorie de différends.

L'article 60, dont le premier objet est d'assurer aux arrêts de la Cour la valeur formelle de la chose jugée, en excluant tout moyen ordinaire de recours, est de toute évidence étroitement lié à l'article 59, qui détermine les limites matérielles de la chose jugée en disant que « la décision de la Cour n'est obligatoire que pour les Parties en litige et dans le cas qui a été décidé » : ce sont les trois éléments traditionnels d'identification, *persona*, *petitum*, *causa petendi*, car il est certain que « le cas qui a été décidé » comprend aussi bien la chose demandée que la cause de la demande.

C'est dans ces limites que l'arrêt de la Cour est obligatoire, et c'est dans ces mêmes limites que l'article 60 prévoit le droit pour toute Partie d'adresser à la Cour, en cas de contestation, une demande en interprétation. Il me semble évident qu'une interprétation obligatoire d'un arrêt ne peut se référer qu'à la partie obligatoire de l'arrêt interprété.

2. — Dire que la demande en interprétation ne peut avoir pour objet que la partie obligatoire de l'arrêt à interpréter,

DISSENTING OPINION BY M. ANZILOTTI.

[*Translation.*]

In my opinion the Court should have ruled that the request for an interpretation by the German Government could not be entertained; and that on the following grounds:

1.—The question which arises in the first place is what is to be understood by a “dispute as to the meaning or scope of the judgment” in the terms of Article 60 of the Statute.

I must begin by saying that I regard proceedings for interpretation as contentious proceedings, the subject matter of which is constituted by the dispute contemplated in the article, and in which the Court has to give judgment upon the submissions of the Parties just as in any other contentious proceedings. In my opinion Article 60 of the Statute contains a clause establishing the compulsory jurisdiction of the Court for a certain category of disputes.

The first object of Article 60 being to ensure, by excluding every ordinary means of appeal against them, that the Court’s judgments shall possess the formal value of *res judicata*, it is evident that that article is closely connected with Article 59 which determines the material limits of *res judicata* when stating that “the decision of the Court has no binding force except between the Parties and in respect of that particular case”: we have here the three traditional elements for identification, *persona*, *petitum*, *causa petendi*, for it is clear that “that particular case” (*le cas qui a été décidé*) covers both the object and the grounds of the claim.

It is within these limits that the Court’s judgment is binding, and it is within these same limits that Article 60 provides that any Party shall have the right, in the event of a dispute, to request the Court to construe it. It appears to me to be clear that a binding interpretation of a judgment can only have reference to the binding portion of the judgment construed.

2.—To say that the request for an interpretation can only relate to the binding part of the judgment is equivalent to

revient à dire qu'elle ne peut avoir pour objet que le sens et la portée du dispositif, car il est certain que la force obligatoire réside seulement dans le dispositif de l'arrêt et non pas dans ses considérants.

Les considérants sont simplement des arguments logiques, qui ont pour but d'arriver à la formulation de ce qui est le droit dans le cas dont il s'agit. Et cela sans qu'il y ait lieu de distinguer entre motifs essentiels et non essentiels ; distinction plus ou moins arbitraire, qui ne repose sur aucun fondement solide et que l'on peut comprendre seulement comme une manière inexacte d'exprimer l'importance différente que peuvent avoir les divers considérants d'un arrêt pour l'interprétation du dispositif.

En disant que seul le dispositif de l'arrêt est obligatoire, je n'entends pas dire que seulement ce qui est matériellement écrit dans le dispositif constitue la décision de la Cour. Il est certain, par contre, qu'il est presque toujours nécessaire d'avoir recours aux motifs pour bien comprendre le dispositif et surtout pour déterminer la *causa petendi*. Mais, en tout état de cause, c'est le dispositif qui contient la décision obligatoire de la Cour et qui, partant, peut faire l'objet d'une demande en interprétation.

3. — Ceci dit, il me semble que, en ce qui concerne la première conclusion du Gouvernement allemand, la Cour n'avait qu'à prendre acte de la déclaration suivante, qui se trouve à la page 6 des *Observations du Gouvernement polonais sur la demande en interprétation des Arrêts nos 7 et 8* :

« Passant maintenant des considérants de l'Arrêt n° 7 à son dispositif, il y a lieu de constater que le Gouvernement polonais n'a jamais prétendu et ne le prétend pas, que celui-ci lui ait réservé le droit d'annuler, par la voie judiciaire, l'acte du 24 décembre 1919, et l'inscription basée sur cet acte de la Oberschlesische comme propriétaire au registre foncier. Une telle réserve, ou même une reconnaissance dudit droit, eussent été du reste parfaitement inutiles. »

Cette déclaration exclut l'existence de toute contestation rentrant dans le cadre de l'article 60 du Statut, tel qu'il a

saying that it can only relate to the meaning and scope of the operative part thereof, as it is certain that the binding effect attaches only to the operative part of the judgment and not to the statement of reasons.

The grounds of a judgment are simply logical arguments, the aim of which is to lead up to the formulation of what the law is in the case in question. And for this purpose there is no need to distinguish between essential and non-essential grounds, a more or less arbitrary distinction which rests on no solid basis and which can only be regarded as an inaccurate way of expressing the different degree of importance which the various grounds of a judgment may possess for the interpretation of its operative part.

When I say that only the terms of a judgment are binding, I do not mean that only what is actually written in the operative part constitutes the Court's decision. On the contrary, it is certain that it is almost always necessary to refer to the statement of reasons to understand clearly the operative part and above all to ascertain the *causa petendi*. But, at all events, it is the operative part which contains the Court's binding decision and which, consequently, may form the subject of a request for an interpretation.

3.—Having said this, it seems to me that in so far as the first of the submissions made by the German Government is concerned, the Court need merely place on record the following declaration, which is to be found on page 6 of the *Observations of the Polish Government upon the request for interpretation of Judgments Nos. 7 and 8*:

[*Translation.*].—“Passing now from the grounds for Judgment No. 7 to its operative part, it should be observed that the Polish Government has never claimed, nor does it now claim, that by the latter a right was reserved to that Government of cancelling by process of law the agreement of December 24th, 1919, and the entry in the land registers, in pursuance of this agreement, of the Oberschlesische as owners. Such a reservation, or even a recognition of the right in question, would moreover have been purposeless.”

This declaration is incompatible with the existence of any dispute coming within the terms of Article 60 of the Statute,

été interprété ci-dessus, et, enⁿ réalité, réduit la divergence entre les deux Gouvernements à une question de mots.

Quant à la seconde conclusion du Gouvernement allemand, la chose est différente. A mon avis, la véritable proposition qui se cache sous une formule quelque peu obscure doit être comprise de la manière suivante : la Cour, saisie de la Requête du Gouvernement allemand du 15 mai 1925, s'est vue dans la nécessité de statuer et a effectivement statué sur le droit de propriété de l'Oberschlesische, et cette décision est définitive et obligatoire même à l'égard de la demande en indemnité pendante devant la Cour.

C'est sur l'admissibilité d'une demande en interprétation ayant cet objet que je vais maintenant porter mon attention.

4. — C'est un principe bien connu que les limites objectives de la chose jugée sont déterminées par la demande.

La demande du Gouvernement allemand qui a servi de base à l'Arrêt n° 7 était, pour ce qui a trait à la présente affaire, formulée de la manière suivante, au n° 2 *a* des conclusions dudit Gouvernement :

« Dire et juger . . . que l'attitude du Gouvernement polonais vis-à-vis des Sociétés anonymes Oberschlesische Stickstoffwerke et Bayerische Stickstoffwerke n'était pas conforme aux dispositions des articles 6 et suivants de la Convention de Genève. »

Aucune demande en restitution ou en indemnité n'était alors présentée par le Gouvernement allemand, qui, d'après les déclarations de son agent, ne visait qu'à obtenir un jugement déclaratoire. Il convient aussi de rappeler que la demande reproduite ci-dessus et relative aux Sociétés Oberschlesische et Bayerische était présentée comme étant l'application à un cas d'espèce, choisi entre plusieurs, d'une demande plus générale, savoir celle ayant pour objet la non-conformité des articles 2 et 5 de la loi polonaise du 14 juillet 1920 aux articles 6 et suivants de la Convention de Genève.

Conformément à la demande du Gouvernement allemand, la Cour, après avoir décidé que l'application tant de l'article 2 que de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1920 en Haute-Silésie polonaise constituait une mesure contraire aux articles 6

as interpreted above, and reduces the divergence between the views of the two Governments to a question of words.

As to the second of the submissions made by the German Government, the situation is different. In my opinion, the real proposition, which is concealed in somewhat obscure language, must be understood as follows: The Court, on being made cognizant of the German Government's Application of May 15th, 1925, found it necessary to give a decision, and did in fact do so, in regard to the Oberschlesische's right of ownership, and this decision is final and binding even in respect of the claim for compensation now pending before the Court.

I shall now proceed to consider the question whether a request for an interpretation having this object can be entertained.

4.—It is a well-known principle that the objective limits of *res judicata* are determined by the claim.

The German Government's claim on which Judgment No. 7 was based was, in so far as relates to the present case, formulated as follows in No. 2 *a* of the submissions of that Government:

"To give judgment . . . that the attitude of the Polish Government in regard to the Oberschlesische Stickstoffwerke and Bayerische Stickstoffwerke Companies was not in conformity with Article 6 and the following articles of the Geneva Convention."

No claim for restitution or compensation was then made by the German Government, which, according to the statements of its Agent, only sought to obtain a declaratory judgment. It should also be recalled that the claim reproduced above and relating to the Oberschlesische and Bayerische Companies was submitted as being the application in an individual case, chosen from amongst several of a more general claim, that is to say the claim to the effect that Articles 2 and 5 of the Polish law of July 14th, 1920, were not in conformity with Article 6 and the following articles of the Geneva Convention.

In accordance with the German Government's claim, the Court, after having decided that the application both of Article 2 and of Article 5 of the Polish law of July 14th, 1920, in Polish Upper Silesia constituted a measure contrary to

et suivants de cette Convention, statua, au n° 2 a du dispositif, « que l'attitude du Gouvernement polonais vis-à-vis des Sociétés anonymes Oberschlesische Stickstoffwerke et Bayerische Stickstoffwerke n'était pas conforme aux dispositions des articles 6 et suivants de la Convention de Genève ».

5. — Il est certain que pour arriver à cette conclusion la Cour a dû s'occuper aussi de la question de savoir si, au point de vue du droit civil allemand, la Société Oberschlesische était bien la propriétaire de l'usine de Chorzów, car ce n'est qu'à cette condition que la dépossession effectuée par le Gouvernement polonais pouvait constituer une mesure contraire à la Convention de Genève.

En effet, la Cour a dit qu'elle allait considérer la question aussi à ce point de vue. Mais en même temps elle a dit expressément que, en exercice de la juridiction visée par l'article 23 de la Convention de Genève, elle n'examinerait la question de l'existence éventuelle de droits au regard de la législation allemande qu'en tant qu'un point incident ou préliminaire.

Il est donc certain que la décision sur la question de savoir si l'Oberschlesische était propriétaire des biens dont elle avait été dépossédée, ne peut être considérée que comme une décision incidente, ou plutôt préalable à celle que la Cour devait rendre pour prononcer sur la requête de la Partie demanderesse. Le Gouvernement allemand le reconnaît expressément.

6. — Personne ne conteste et ne saurait contester que le droit de propriété de l'Oberschlesische soit à regarder comme ayant été définitivement établi en ce qui concerne la question jugée par l'Arrêt n° 7, c'est-à-dire la non-conformité aux articles 6 et suivants de la Convention de Genève de l'attitude que le Gouvernement polonais a prise à l'égard de cette société.

Il est certain, d'autre part, que, d'après une règle généralement admise et qui découle de la notion même de la chose jugée, les décisions sur des questions incidentes ou préliminaires, qui ont été prononcées dans le seul but de statuer sur les demandes des Parties (*incidenter tantum*), ne sont pas obligatoires dans un autre procès.

Article 6 and the following articles of the Convention in question, laid down in paragraph 2 *a* of the operative part of the judgment, "that the attitude of the Polish Government in regard to the Oberschlesische Stickstoffwerke and Bayerische Stickstoffwerke Companies was not in conformity with Article 6 and the following articles of the Geneva Convention".

5.—It is certain that before arriving at this conclusion the Court had also to consider the question whether, under German municipal law, the Oberschlesische Company was indeed the owner of the Chorzów factory ; for only if that was the case would the dispossession of the Company by the Polish Government constitute a measure contrary to the Geneva Convention.

And the Court did in fact say that it would consider the question from this point of view also. At the same time, however, it expressly stated that, in the exercise of the jurisdiction bestowed by Article 23 of the Geneva Convention, it would only consider as an incidental or preliminary point the question whether any rights existed under German law.

It is therefore clear that the decision in regard to the question whether the Oberschlesische was the owner of the property of which it was dispossessed, can only be regarded as an incidental or, more exactly, as a preliminary decision to that which the Court had to give upon the claim of the Applicant. The German Government expressly admits this.

6.—No one denies or could deny that the Oberschlesische's right of ownership is to be regarded as having been established once and for all in so far as concerns the question decided by Judgment No. 7 ; that is to say, the non-conformity of the attitude adopted by the Polish Government in regard to that Company with Article 6 and the following articles of the Geneva Convention.

It is, moreover, clear that, under a generally accepted rule which is derived from the very conception of *res judicata*, decisions on incidental or preliminary questions which have been rendered with the sole object of adjudicating upon the Parties' claims (*incidenter tantum*) are not binding in another case.

Cette règle générale vise-t-elle aussi le cas d'un procès en indemnité, qui est la suite du jugement déclaratoire dans lequel la question préalable a été décidée ?

Telle est, à mon avis, la véritable question placée devant la Cour. Et il ne me semble guère douteux que cette question n'est ni une question d'interprétation du dispositif de l'Arrêt n° 7, qui a été rappelé ci-dessus, ni une question d'interprétation du dispositif de l'Arrêt n° 8, qui n'a statué que sur la compétence de la Cour pour connaître de la demande en indemnité. C'est une question qui a trait exclusivement à une procédure actuellement pendante devant la Cour : elle doit partant être examinée et décidée dans ladite procédure, et non par la voie détournée d'un arrêt interprétatif.

7. — Si, pour arriver à ce résultat, je me suis fondé sur des principes tirés de la procédure civile, c'est parce que je me croyais autorisé à le faire grâce aux considérations suivantes.

Comme je l'ai remarqué ci-dessus, le Statut de la Cour, dans son article 59, se réfère clairement à une théorie traditionnelle et généralement admise sur les limites matérielles de la chose jugée : il n'était donc que naturel de s'en tenir aux éléments essentiels et aux données fondamentales de cette théorie, sauf indication contraire, que je ne trouve nulle part, soit du Statut lui-même, soit du droit international.

En second lieu, il me semble que s'il y a un cas dans lequel il est justifié d'avoir recours, faute de conventions et de coutumes, aux « principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées », dont parle le n° 3 de l'article 38 du Statut, ce cas est assurément le nôtre. Ce n'est pas sans raison que l'autorité de la chose jugée fut expressément mentionnée, dans le Comité des juristes chargé de préparer un projet pour l'établissement d'une Cour permanente de Justice internationale, parmi les principes rentrant dans la disposition susdite (Procès-verbaux, p. 335).

(Signé) D. ANZILOTTI.

Does this general rule also cover the case of an action for indemnity following upon a declaratory judgment in which the preliminary question has been decided ?

In my opinion that is in reality the question submitted to the Court ; and there seems to me to be no doubt that that question is neither a question involving the interpretation of the operative part of Judgment No. 7, which has been referred to earlier in this note, nor a question involving the interpretation of the operative part of Judgment No. 8, which was merely a decision as to the jurisdiction of the Court to take cognizance of the action for indemnity. It is a question which exclusively relates to proceedings actually pending before the Court, and must consequently be considered and adjudicated upon in those proceedings and not by the indirect method of an interpretative judgment.

7.—In coming to this conclusion, I have relied upon principles obtaining in civil procedure ; this I feel justified in doing for the following reasons :

As I have already observed, the Court's Statute, in Article 59, clearly refers to a traditional and generally accepted theory in regard to the material limits of *res judicata* ; it was only natural therefore to keep to the essential factors and fundamental data of that theory, failing any indication to the contrary, which I find nowhere, either in the Statute itself or in international law.

In the second place, it appears to me that if there be a case in which it is legitimate to have recourse, in the absence of conventions and custom, to "the general principles of law recognized by civilized nations", mentioned in No. 3 of Article 38 of the Statute, that case is assuredly the present one. Not without reason was the binding effect of *res judicata* expressly mentioned by the Committee of Jurists entrusted with the preparation of a plan for the establishment of a Permanent Court of International Justice, amongst the principles included in the above-mentioned article (Minutes, p. 335).

(Signed) D. ANZILOTTI.